

# «Les masques doivent être remboursés par la Sécurité sociale», estime Fabien Roussel

Pour le secrétaire national du PCF, « le masque doit être considéré comme un médicament dans le contexte de crise sanitaire que nous vivons ». Il va déposer une proposition de loi à l'Assemblée nationale.

Par Jannick AlimiLe 12 mai 2020 à 07h24

Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste et député du Nord, souhaite que la sortie de [la crise sanitaire](#) permette d'aller vers un nouveau modèle social.

**Vous avez manifesté, lundi après-midi, devant le ministère de la Santé pour demander la gratuité des masques. C'est un peu utopique, non ?**

**FABIEN ROUSSEL.** Le coût, c'est vrai, est important mais il l'est d'abord pour les Français. Nous avons calculé que pour un foyer avec deux enfants cela représentait 200 euros par mois. Dans la mesure où beaucoup de personnes en ont déjà reçu des collectivités locales ou des entreprises, nous demandons que les masques soient remboursés à partir du mois prochain. Je propose un système de téléchargement de bons sur la plate-forme Internet de la Sécurité sociale, Ameli, puis un retrait des masques auprès des mairies ou des pharmacies. Nous allons déposer une proposition de loi en ce sens à l'Assemblée nationale. C'est un texte que tous les groupes politiques, quelle que soit leur couleur, pourront signer. Cette gratuité est une nécessité aussi pour lutter contre la hausse des prix et le développement de la contrebande

## **Cette gratuité, vous la souhaitez pour tous, quel que soit le niveau de revenus ?**

Bien sûr. Car [le masque](#), dans le contexte de crise sanitaire que nous vivons, doit être considéré comme un médicament. Il est destiné à prévenir la circulation du virus. En outre, dans certains cas, [il est obligatoire](#), il doit donc être gratuit. C'est un coût global qu'il faut prendre en compte : plus les Français utiliseront des masques, moins le virus circulera, moins cela coûtera cher à la Sécurité sociale et plus vite l'économie sera relancée.

## **Etes-vous favorable à une reprise rapide de l'activité économique ?**

Bien sûr. Mais à condition que cette reprise se fasse en toute sécurité sanitaire pour les salariés et que ses modalités soient l'objet d'un accord avec les représentants des salariés ou des syndicats au sein des instances représentatives du personnel, comme le CHSCT, le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

## **Newsletter Politique**

### **Chaque jour, l'actualité politique vue par Le Parisien**

Votre adresse mail est collectée par Le Parisien pour vous permettre de recevoir nos actualités et offres commerciales. [En savoir plus](#)

## **Vous êtes en désaccord avec la CGT, qui s'oppose à la réouverture de l'usine Renault de Sandouville (Seine-Maritime) ?**

La CGT n'est pas défavorable à la [reprise du travail à Renault-Sandouville](#). Mais je constate avec elle qu'il n'y a pas eu d'accord dans l'entreprise. Dans ma région du Nord, il y a de nombreuses industries automobiles et je connais bien ce secteur. Il y règne une grande promiscuité et le travail à la chaîne multiplie les risques de contamination. Il est normal que cela prenne du temps de réunir toutes les conditions indispensables à la reprise du travail. Mais je fais confiance aux salariés et aux organisations syndicales. En outre, il faut que cette sortie de crise favorise la mise en place d'un autre modèle économique et social.

## VIDÉO. A Sandouville, l'inquiétude des employés de Renault



Au Parti communiste, nous estimons que ces accords de « déconfinement » doivent intégrer l'objet même de la finalité de l'entreprise. Il faut favoriser le travail de tous et la lutte contre le chômage. Pas seulement privilégier le retour au travail d'une partie des salariés opérant sur les activités les plus rentables au détriment de tous les autres et pour le seul profit des actionnaires.

### **Vous pensez pouvoir construire un nouveau modèle au détriment de la compétitivité des entreprises ?**

Ce que nous souhaitons, c'est que, lorsque l'Etat garantit un prêt de [3 milliards d'euros à Renault](#) et de [7 milliards à Air France](#), cela soit conditionné par des contreparties en termes d'emploi, de formation ou de réduction du temps de travail. Pour nous, on ne luttera contre cette crise qu'en luttant contre la pauvreté et la précarité et en permettant que chaque salarié ait un emploi et une place dans la société.